

PARTAGER LE GÂTEAU PLUS ÉQUITABLEMENT

par Andreas Schieder

Comme presque partout en Europe, le nationalisme et la droite populiste montent en Autriche. Une coalition, formée par le Parti populaire autrichien (ÖVP) conservateur et le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) de la droite populiste, dirige le pays depuis décembre 2017. L'hostilité à l'égard de l'UE est au cœur du programme du FPÖ. De temps en temps, le parti flirte avec l'« Austrexit » et il s'emploie à critiquer tout ce qui vient de l'UE. Sous la présidence du chancelier Sebastian Kurz, les conservateurs de l'ÖVP ont abandonné leur soutien à l'UE pour dévoiler leur côté populiste de droite et discréditer le projet européen.

Afin de contrer le populisme – sous sa forme conservatrice ou sa forme pure –, la social-démocratie doit adopter une stratégie progressiste, fondée sur deux axes. Nous devons tout d'abord préserver nos valeurs progressistes et prouver que le projet européen leur est directement lié. Il convient ici de défendre les idées européennes face aux jeux de pouvoir et aux tentatives de destruction nationalistes. Ensuite, nous devons exiger une Union européenne sociale, capable d'améliorer le quotidien des citoyens. À cet égard, nous devons avancer des propositions concrètes contre l'évasion fiscale, la fraude fiscale, le dumping social, ou encore la privatisation et la libéralisation des services publics.

Pour garantir une politique progressiste,

il nous faut réunir ces deux axes. Sans stratégie de politique sociale, le projet européen devient superficiel. L'attrait des valeurs européennes peut rapidement perdre de son sens si les problèmes quotidiens des citoyens sont ignorés. Nombre de ces problèmes sont de nature sociale : stagnation des salaires, augmentation des loyers, pression au travail, etc. Et ils sont bien réels. Nous ne devrions pas faire l'erreur de glorifier l'Union européenne tout en méprisant ce qui compte pour la population. L'Europe propose un gâteau plus grand, mais il est temps de se battre pour le partager de manière équitable.

Nous ne pouvons pas sous-estimer l'intention de la droite populiste – et de plus en plus de conservateurs – de changer les fondements mêmes de la culture

“
L'Europe fragmentée des populistes de droite n'est pas en mesure de lutter contre l'évasion fiscale et le dumping social, car pris individuellement, les pays ne font pas le poids face aux grandes entreprises bien trop puissantes.
”

“

L'Europe propose un gâteau plus grand, et il est temps de se battre pour le partager de manière équitable.

”



| Pamela Rendi-Wagner a été élue présidente du SPÖ lors du 44e Congrès du parti, organisé les 24 et 25 novembre 2018 à Wels (photo : Sebastian Philipp).

Des valeurs #progressistes et une #UE sociale : les 2 axes du @SPOE_pour les élections du #PE2019 – par Andreas @SCHIEDER



européenne. Leur opposition aux réfugiés et aux migrants ne constitue pas l'apogée de leur politique, mais son début. Ils souhaitent revenir sur plusieurs acquis des dernières décennies et rêvent d'un monde où les droits des femmes seraient à nouveau limités, où les États européens redeviendraient rivaux et où la presse libre serait soumise à une énorme pression. Pour élaborer des politiques progressistes, il faut absolument comprendre comment l'alliance de la droite et des conservateurs s'en prend aux valeurs européennes, en prétextant par exemple lutter contre les migrations.



Une Europe démocratique et stable se doit de proposer une sécurité sociale à tous ses citoyens. Ce n'est qu'en parvenant à nous concentrer sur des politiques sociales et sur une Union européenne qui ne laisse personne de côté que nous pourrions renforcer l'Union européenne en tant que telle et rassembler les Européens autour de son projet.

Une stratégie progressiste doit réunir les deux axes et montrer aux citoyens l'importance d'une UE forte. L'Europe fragmentée des populistes de droite n'est pas en mesure de lutter contre l'évasion fiscale et le dumping social, car pris individuellement, les

pays ne font pas le poids face aux grandes entreprises bien trop puissantes. Dans le même temps, nous devons inlassablement montrer qu'en défendant le projet européen, nous défendons une société ouverte.



> AUTEUR

Andreas Schieder, de 2008 à 2013, il a été secrétaire d'État au sein du ministère des Finances. Il a également été chef de file du parti social-démocrate au Conseil national, la chambre basse du parlement, de 2013 à 2018.